

Les Gilets jaunes comme protagonistes. L'entrée en politique de citoyennes et citoyens ordinaires

François Buton, Emmanuelle Reungoat, Cécile Jouhanneau

DANS **PARTICIPATIONS** 2025/1 N° 41, PAGES 61 À 90
ÉDITIONS **DE BOECK SUPÉRIEUR**

ISSN 2034-7650

DOI 10.3917/parti.041.0061

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-participations-2025-1-page-61?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour De Boeck Supérieur.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur cairn.info/copyright.

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

Les Gilets jaunes comme protagonistes. L'entrée en politique de citoyennes et citoyens ordinaires

› **François Buton, Emmanuelle Reungoat, Cécile Jouhanneau**

Résumé

Parmi les Gilets jaunes, des personnes primo-contestataires, dénuées d'expérience d'engagement antérieure et souvent très distantes de la politique, se sont constituées dans le mouvement en protagonistes d'une crise politique, se sentant autorisées à porter publiquement un jugement sur la politique. Ce protagonisme est solidaire d'une politisation au double sens d'une socialisation à la politique spécialisée et d'une transformation de leurs conceptions du monde social. Parce que ces personnes se perçoivent comme habilitées à s'exprimer toutes à égalité en tant que citoyennes et citoyens, celles que nous avons interrogées affirment une vive défiance à l'égard de toute forme de représentation (politique, syndicale ou médiatique) et se revendiquent du peuple, des « petits » contre les « grands », mais aussi contre l'État. Ces Gilets jaunes développent ainsi des jugements relativement sophistiqués de sa « main droite » – le maintien de l'ordre – et de sa « main gauche » – l'État-providence défaillant.

L'entrée en mobilisation est un objet classique en sociologie des mouvements sociaux, tout particulièrement lors des mouvements dits « improbables » qui concernent des groupes sociaux dominés, comme les pauvres, immigré-es, chômeurs et chômeuses, sans-papiers, ou prostitué-es (Siméant, 1998 ; Mathieu, 2001 ; Maurer, Pierru, 2001 ; Péchu, 2006 ; Mathieu, 2007 ; Collovald, Mathieu, 2009). En effet, ces engagements semblent contredire le constat selon lequel les entrepreneurs et entrepreneuses de protestation sont en général des individus disposant de capitaux élevés, notamment culturels, et que des logiques de « sélection sociale » s'exercent dans l'action collective (Sawicki, Siméant, 2009, p. 12). Du reste, ces mobilisations s'avèrent pour une part reposer sur des « militant-es par conscience », plus doté-es socialement, qui s'engagent sans bénéficier directement de la réussite éventuelle de la protestation¹. Or, même si l'on manque encore d'une enquête approfondie sur les dynamiques sociales à l'origine du mouvement des Gilets jaunes, il est admis que celui-ci repose sur des formes de mobilisation à la fois organisées (pétitions, collectifs « colère » de motards et d'automobilistes, *teams* de *tuning*, voir Darras, 2020 ; Blavier, 2021) et plus relâchées (multiplication des appels sur les réseaux sociaux). Ces dynamiques permettent de comprendre le caractère massif, sinon majoritaire, de la participation de primo-contestataires à la journée d'action du 17 novembre 2018, geste inaugural de l'occupation partout en France de milliers de ronds-points et date de naissance communément admise du mouvement des Gilets jaunes. Sans doute des personnes dotées d'expérience militante, notamment d'extrême droite, rejoignent-elles les ronds-points dès le premier jour afin d'organiser le mouvement, cependant que d'autres, plutôt situées à gauche, s'y rallient rapidement, notamment à partir de décembre. Mais le fait majeur demeure que des dizaines de milliers de citoyens et citoyennes ordinaires, appartenant aux classes populaires et petites classes moyennes, entrent pour la première fois en contestation : dans les premières semaines, ces individus représentent près de la moitié des Gilets jaunes, et sont proportionnellement davantage présents sur les ronds-points (Collectif d'enquête, 2019 ; Guerra, Alexandre, Gonthier, 2019 ; Dormagen, Michel, Reungoat, 2022)². Ce trait rapproche le mouvement d'autres protestations des années 2010 comme les Indignados en Espagne ou Occupy (Juris, 2012 ; Taibo, 2013 ; Smaoui, 2017), mais le différencie assez nettement de Nuit debout, où les primo-contestataires de milieux populaires étaient en nombre bien plus restreint (Collectif d'enquête, 2017 ; Guionnet, Wiewiorka, 2021 ; Della Sudda, Guionnet, 2021).

La définition d'une personne primo-contestataire constitue une difficulté pour les sociologues, d'autant que, bien souvent, des Gilets jaunes ayant un passé militant ont pu (ou dû) dissimuler leurs appartenances politiques ou syndicales. Les enjeux de définition concernent aussi ce qu'on appelle un ou une Gilet jaune :

[1] Pour une synthèse, voir Pierru (2009).

[2] Ceux-ci représentent entre le tiers et la moitié des protestataires au début du mouvement (Collectif d'enquête sur les Gilets jaunes, 2019 ; Dormagen et al., 2022).

suffit-il d'avoir manifesté une fois, ou faut-il avoir « occupé » un rond-point (et combien de temps) ? Peut-on se dire Gilet jaune sans avoir manifesté ni s'être déplacé-e sur un rond-point, sans porter le gilet ? Les Gilets jaunes qui se désengagent en janvier 2019 sont-ils les mêmes que celles et ceux qui continuent de tenir des ronds-points les mois suivants ou participent en petits groupes à des manifestations contre la réforme des retraites en mai 2023 ? Comme pour toute manifestation, les batailles de chiffres existent, certains commentaires abusant de la référence à un prétendu plafond des 300 000 personnes atteint le 17 novembre, quand des travaux quantitatifs le situent à 3 millions sur les six premiers mois de la mobilisation³. Nous avons mené notre enquête auprès de personnes qui se présentent comme des Gilets jaunes et ont, de fait, toutes été fortement engagées pendant plusieurs mois voire plusieurs années dans le mouvement. Nous entendons ici par primo-contestataires les individus n'ayant jamais été investis dans une organisation politique ou syndicale et n'ayant jamais participé à une action collective contestataire avant les Gilets jaunes⁴. Leur rapport à la politique spécialisée est dès lors souvent distant, en général indifférent (Buton et al., 2016a), ce qui se traduit par des pratiques de vote intermittentes, souvent en faveur des partis opposés au pouvoir en place. Une telle définition soulève deux enjeux. D'abord, la frontière entre l'engagement et son absence est délicate à établir. Pour prendre des exemples parmi les personnes auprès desquelles nous avons enquêté, on ne considère pas ici comme des « formes d'engagement préalable » l'adhésion purement formelle à un syndicat d'entreprise (sans aucune action collective) ou un passage ponctuel à la ZAD de Notre-Dame-des-Landes (avec des proches plus politisé-es que soi). Autrement dit, notre perspective est avant tout relative et relationnelle : si l'on admet que les possibilités d'action politique se distribuent sur un continuum qui va de la distance la plus grande vis-à-vis de la politique à l'appartenance au champ politique, toutes les personnes rencontrées étaient très à distance de la politique avant de s'engager, et de ce fait à l'opposé des Gilets jaunes ayant déjà milité dans des organisations partisans. Ensuite, le rapport distant ou indifférent à la politique n'est pas spécifique aux classes sociales les moins dotées en capitaux économiques et culturels, c'est-à-dire aux classes populaires et aux fractions inférieures des classes moyennes⁵. Cependant, il se trouve que les Gilets jaunes de notre enquête appartiennent à ces strates-là du monde social : dans leur quasi-totalité, ils et elles sont peu diplômé-es (avec au maximum

[3] Dans ses billets sur le site *The Conversation* (par exemple « La foule n'est pas le peuple », 10 décembre 2018, ou « "Gilets jaunes" : trois visions d'une même histoire et quelques leçons », 3 janvier 2019), Olivier Costa reprend le chiffre de 300 000 en arrondissant celui du ministère de l'Intérieur (287 710). Sur la base d'un échantillon représentatif régional en Occitanie, Jean-Yves Dormagen et Geoffrey Pion avancent l'estimation de 3 millions de participant-es au mouvement (« "Gilets jaunes", combien de divisions ? », *Le Monde diplomatique*, février 2021, p. 20).

[4] On pourrait aussi parler de « novices » qui pour la première fois « font avec » la politique (Agrikoliansky, Aldrin, 2019).

[5] Il existe des formes d'indifférence à la politique également chez les grands bourgeois (Boncourt, Geay, 2016).

un baccalauréat) et exercent comme ouvriers ou ouvrières, employé-es ou petit-es indépendant-es, dans le secteur privé. Nous parlons donc ici de Gilets jaunes de milieux plutôt modestes et très engagé-es pour la première fois.

Plus précisément, nous avons mené depuis janvier 2019 une enquête qualitative auprès (principalement) de primo-contestataires résidant dans une même aire métropolitaine dans le sud de la France. Notre corpus principal compte 20 personnes rencontrées en 2018 et 2019 alors qu'elles étaient fortement engagées dans le mouvement. L'objectif n'était pas de disposer d'un échantillon prétendument représentatif, mais d'offrir un ensemble de portraits de personnes primo-contestataires fortement engagées dans les Gilets jaunes et contrastant par leurs caractéristiques sociologiques (genre, âge, lieu de résidence, configuration familiale, position professionnelle et sociale) et les formes de leur engagement (rond-point, blocage, manifestation, assemblée, Assemblée des assemblées, etc.)⁶. Il s'agit donc d'études de cas dont les logiques d'engagement et de politisation sont mises en lumière à la fois par l'analyse propre à chacun d'eux et par la comparaison des cas entre eux⁷. Sur le plan méthodologique, notre enquête est à la fois biographique et ethnographique (Buton, Reungoat, Jouhanneau, 2020), par observations de terrain et par entretiens enregistrés réalisés en 2019 et 2020 et répétés pour certains. Les entretiens abordent successivement la trajectoire dans le mouvement des Gilets jaunes, les rapports préalables à la politique et la trajectoire biographique. Il s'agit de tenir ensemble les différentes dimensions (familiale, sentimentale, professionnelle, géographique, etc.) de la trajectoire d'un individu et de ses pratiques. La notion de trajectoire implique la prise en compte, dans l'analyse des biographies individuelles, des espaces sociaux qu'elles traversent et qui les contraignent. Enfin, en tant qu'analyse processuelle (Fillieule, 2001), la perspective entend à la fois réencastrier biographiquement l'engagement « en jaune » et le resituer dans ses espaces concrets d'effectuation (divers, mais fortement localisés) par des observations *in situ* lors des actions : assemblées, occupations de ronds-points ou manifestations. Nous avons rencontré plusieurs fois les personnes sur les lieux de mobilisation avant et après les avoir interrogées et, quand nous l'avons pu, nous avons prolongé l'interaction par des échanges informels. Une particularité de notre enquête réside aussi dans le travail de lecture collective des entretiens, garde-fou utile contre les risques de surinterprétation⁸.

Quel effet l'engagement a-t-il sur les primo-contestataires quant à leur rapport à la politique ? Le mouvement des Gilets jaunes a-t-il ramené à la politique ces fractions du monde social qui en étaient éloignées ? En ce cas, l'engagement prolongé dans un mouvement aussi durable contribue-t-il à ratifier, affecter ou modifier leurs conceptions du monde social et du rôle de l'État ? Autrement dit, à quel

[6] Pour un exemple d'enquête par portraits : Masclat et al. (2020).

[7] Pour une analyse pionnière d'étude de cas de politisation, voir Auyero (2003).

[8] Sur ce point, nous nous inspirons de Buton et al. (2016b).

type de politisation – au sens de socialisation à la politique spécialisée, d'entrée en politique⁹ – a-t-on affaire chez ces Gilets jaunes primo-contestataires ? Ces questions ont été abordées plus ou moins directement dans les nombreuses enquêtes de terrain réalisées sur ce mouvement social, et soulèvent selon nous deux enjeux principaux¹⁰. Le premier enjeu porte sur la conscience de classe « triangulaire » caractéristique des classes populaires (Schwartz, 2009; Lechien, Siblot, 2019) et des petites classes moyennes (Cartier et al., 2008), au sein de laquelle celles-ci se construisent en opposition à la fois à un (plus) haut (les classes dominantes), mais aussi à un (plus) bas (personnes sans emploi, immigré-es, sans domicile fixe, etc.). Des traces de cette nouvelle conscience de classe chez les Gilets jaunes sont identifiées par certains sociologues (Bonin, Liochon, 2020 ; Legris, 2022), alors que d'autres observent plutôt les indices d'une conscience de classe binaire, marquée par le retour de la question sociale et de l'affrontement avec les classes dominantes, donc le rapprochement avec celles et ceux d'en bas (Challier, 2019 ; Clément, 2020). À la lecture, il nous semble que les résultats dépendent beaucoup des Gilets jaunes interrogé-es ; la conscience sociale triangulaire caractérise en fait surtout des électeurs et électrices voire des sympathisant-es et militant-es du Rassemblement national, sur certains ronds-points. Une enquête comparative de 17 ronds-points dans sept départements a par ailleurs montré que des consciences de classe différentes peuvent parfois coexister en un même lieu (Bernard de Raymond et al., 2023). Notre enquête entend examiner la manière dont des primo-contestataires (pas nécessairement attaché-es à des ronds-points) se représentent les classes sociales dans leur lutte.

Le deuxième enjeu abordé ici concerne le rapport des Gilets jaunes à la démocratie et à la représentation (Fillieule, Hayat, Monchatre, 2020 ; Hayat, 2022). Des enquêtes ont souligné que les Gilets jaunes portaient une critique radicale de la démocratie représentative et plaidaient pour une démocratie directe, dont le référendum d'initiative citoyenne (RIC) constitue le dispositif emblématique (Ravelli et al., 2020). Au contraire, d'autres études ont conclu que les Gilets jaunes entendaient « refonder » la représentation politique plutôt qu'y mettre fin, en mobilisant de surcroît des principes pouvant être revendiqués aussi par les représentant-es (comme la proximité), et que les participant-es se distinguaient surtout par le rejet d'un système qui tend à placer l'élite politique à part de la société (Bedock et al., 2020). Il nous semble que les deux thèses s'appuient là encore sur des exemples de Gilets jaunes déjà politisé-es, voire militant-es. Sur notre terrain, les primo-contestataires s'opposent fortement aux élites politiques, mais avec une sophistication moindre dans le discours.

[9] Sur la politisation, voir Lagroye (2003) ; Aït-Aoudia et al. (2010) ; Boughaba, Dafflon, Masclat (2019) ; Deloye, Haegel (2019).

[10] Voir notamment : Coquard (2018) ; Challier (2019) ; Devaux et al. (2019, 2022) ; Poupin (2019) ; Clément (2020) ; Bonin, Liochon (2020) ; Levain, Dondeyne (2021) ; Blavier (2021) ; Walker, Blavier (2022) ; Bernard de Raymond et al. (2023) ; Rubert (2023) ; Ravelli et al. (2024).

En effet, le point central réside selon nous dans le fait que les primo-contestataires parlent pour la première fois de politique en public. On observe chez ces Gilets jaunes un protagonisme en tant que sentiment, dans le cours même de l'engagement, de devenir citoyens ou citoyennes et de faire l'histoire – soit une forme d'habilitation qui leur permet de livrer une conception plutôt binaire du monde social et un rapport ambivalent à l'État. Dans un premier temps, nous examinons la notion de protagonisme afin d'éclairer le processus par lequel des personnes primo-contestataires sont amenées à faire preuve d'un sentiment d'habilitation à parler de politique, en lien avec leur investissement dans la contestation. Nous examinerons ensuite ce que ce protagonisme de citoyens et citoyennes ordinaires fait à leur conception du monde social, mais aussi au rapport à un État biface, à la fois répressif et social.

Protagonisme et politisation

Les primo-contestataires sont des protagonistes en cela qu'ils et elles ont le sentiment de s'exprimer pour la première fois en tant que citoyens et citoyennes, de former un peuple souverain « en colère » et « solidaire », dont le « réveil » marque une rupture avec un état antérieur marqué par le désenchantement démocratique (abstention, défiance envers la politique) et l'absence de prise sur le devenir historique. En d'autres termes, ces personnes ont acquis une compétence politique que Pierre Bourdieu (1977) appelle « subjective ».

Les dimensions du protagonisme

Forgée par l'historien de la Révolution française Haïm Burstin (2010, 2013), la notion de protagonisme a fait l'objet d'une discussion stimulante de la part de spécialistes des crises politiques et des révolutions (Deluermoz, Gobille, 2015 ; Tarragoni, 2015), et a nourri l'analyse de crises politiques contemporaines (Goujon, Shukan, 2015 ; Hmed, Jeanpierre, 2016, par ex.). La notion s'avère fort utile pour penser l'engagement des Gilets jaunes primo-contestataires qui ont pris part aux phases les plus critiques de la protestation : les premières semaines en novembre et décembre 2018 ainsi que plusieurs « actes » (manifestations du samedi) de l'hiver 2018-2019 ayant pris l'apparence d'émeutes (Huët, 2019), mais aussi les moments de délibération qu'ont été les Assemblées des assemblées (ADA) ou certaines assemblées locales, où les formes de légitimité à prendre la parole sont radicalement questionnées. Sans doute le protagonisme des Gilets jaunes n'est-il pas révolutionnaire : la révolution n'a pas eu lieu, le mouvement n'a pas entraîné de transformation du régime. Mais l'irruption sur la place publique et médiatique, par les occupations de ronds-points, par les blocages, par les « actes » du samedi, d'individus qui étaient jusque-là invisibles, sans expérience militante et à distance de la politique, constitue une « situation protagoniste » (Deluermoz, Gobille, 2015, p. 21). Celle-ci rend possible, pour

les primo-contestataires, quatre éléments du protagonisme : la prise de parole en public, la sortie de l'anonymat, le sentiment de peser sur l'histoire, et celui de sortir de la vie quotidienne, que l'on peut observer chez Clara.

Issue d'une famille où la politique est peu discutée, Clara n'a pas bénéficié d'une socialisation politique dans les milieux amicaux ou professionnels qu'elle a fréquentés. Votante intermittente, elle est une électrice repentie d'Emmanuel Macron en 2017. Âgée de 26 ans au moment de l'entretien, elle exerce depuis peu le métier d'aide médico-psychologique après avoir passé un bac technologique et essuyé plusieurs échecs en école d'infirmières puis à l'université (médecine, biologie). Son métier signale un léger déclassement social par rapport aux positions de ses parents séparés (enseignante du secondaire, et commercial puis directeur d'une agence d'assurance). Son statut d'intérimaire et son célibat semblent la confiner dans un certain isolement – elle évoque très peu de relations de confiance avec ses collègues. C'est d'ailleurs seule qu'elle rejoint le mouvement dès la première journée d'action, le 17 novembre 2018. En entretien, Clara met en valeur les échanges de témoignages personnels : les discussions « en petits groupes » lors d'actions d'occupation lui apparaissent comme les plus beaux moments de la mobilisation. Au contraire, elle délaisse les espaces dédiés à la délibération comme les assemblées générales, qu'elle juge ennuyeuses et inefficaces. Pourtant, à l'approche des élections européennes du printemps 2019, après plusieurs mois d'engagement régulier, elle ose prendre la parole publiquement en AG et appeler à la mobilisation électorale contre le président de la République. Elle approche deux Gilets jaunes qui se chargent de la rédaction du tract en ce sens, tract qu'elle imprime et distribue avec enthousiasme en manifestation, n'hésitant pas à exhorter les passant-es et les client-es des terrasses à « mettre une bonne raclée » (électorale) au président Macron. Ces deux interventions personnelles et presque anecdotiques en public constituent une épreuve à la fois inédite et intimidante pour Clara et (donc) une fierté pour elle, typiques du protagonisme. Chez les Gilets jaunes, la prise de parole en public a pris différentes formes matérielles : customisation personnelle du gilet, fabrication collective des cabanes sur les ronds-points, chants et slogans en manifestation, pancartes, tracts et journaux conçus à domicile, prises de position en nom propre sur des réseaux sociaux publics depuis son ordinateur ou smartphone, et même publication de livres¹¹. La prise de parole n'est cependant pas la seule manière de participer. Comme le montrent Alexandra Goujon et Ioulia Shukan (2015, notamment p. 37-38), elle cohabite en situation protagonistique avec d'autres formes d'engagement, plus ordinaires en ce qu'elles relèvent de pratiques souvent déjà acquises et maîtrisées, comme la cuisine et la

[11] Voir notamment Farbiaz (2019) ; Collectif (2019a) ; Collectif (2019b) ; Collectif (2020). Priscillia Ludosky, Maxime Nicolle, Ingrid Levavasseur ont publié leur témoignage sur le mouvement, comme bien d'autres moins célèbres.

distribution de plats¹² – ce qu'on retrouve chez d'autres primo-contestataires, comme nous le verrons.

En prenant la parole, en se présentant aux autres et en agissant, Clara sort de l'anonymat relatif dans lequel elle se trouvait, deuxième trait du protagonisme, même si dans son cas cette sortie de l'anonymat demeure momentanée et locale. De manière générale, les primo-contestataires se font connaître au-delà de leurs réseaux habituels de sociabilité, accèdent à une certaine notoriété locale voire nationale (*via* les réseaux sociaux, lors des ADA, dans les médias). Cependant, la sortie de l'anonymat entre en tension avec le rejet, très largement partagé dans le mouvement, de toute représentation officielle. Plusieurs « figures » des Gilets jaunes ont payé le prix de l'exposition médiatique. Mais si la plupart des Gilets jaunes se présentent par leur prénom et leur lieu de mobilisation, toutes et tous disent l'importance d'être « sorti-es de leur petite case » et de « ne plus être des moutons », d'avoir, en d'autres termes, acquis personnellement une notoriété – une forme de capital symbolique.

Au cours des entretiens, Clara manifeste aussi la volonté d'être témoin et de participer à l'histoire en train de se faire. Elle ajuste son emploi du temps d'intérimaire pour se rendre disponible pour les actions « utiles », c'est-à-dire dont l'impact lui semble immédiatement perceptible, et plus exposées à la répression policière, à laquelle elle est d'ailleurs régulièrement confrontée. Elle participe à plusieurs blocages d'entreprises commerciales et d'une raffinerie, se rend à presque toutes les manifestations pendant plusieurs mois. Elle insiste sur le plaisir d'en être, d'observer et de prendre part à l'événement : « Je voyais qu'il y avait du mouvement et je voulais aller voir ce qu'il se passait et voilà, être témoin des choses, et les vivre, je pense. » Craignant de manquer les moments historiques, elle regrette une réunion familiale prévue de longue date qui l'empêche de rejoindre un acte parisien du mouvement : « Les gens ils sont redescendus, ils disaient "Oui c'était bien" tout ça. "C'est à faire", "Tu le vis que quelques fois dans ta vie" tout ça, fin, ce genre de trucs [...] j'aurais dû, j'aurais dû y aller quoi. » Ce troisième élément du protagonisme est lié au contexte dans lequel le mouvement « parvient à mobiliser l'attention collective » (Burstin, 2010, p. 8). Il découle du caractère exceptionnel de la mobilisation en jaune : absence d'organisations et de structuration nationale, manifestations hebdomadaires presque jamais déclarées en préfecture, occupation des ronds-points, longévité, intensité de la répression subie, etc. À l'image de celles et ceux qui ont vécu mai 68 (Bantigny, 2013 ; Dormoy-Rajramanan, Gobille, Neveu, 2018), les Gilets jaunes primo-contestataires comme Clara ont le sentiment d'entrer dans l'histoire, non seulement de la vivre et de la suivre au plus près, mais bien de la faire (ou de la rater de peu), voire de l'écrire. H. Burstin le souligne : l'expérience, d'autant plus significative pour un individu venant des couches populaires « traditionnellement exclu de toute possibilité d'intervenir sur la réalité » (2010, p. 12),

[12] Voir aussi les travaux d'Héloïse Nez sur les Indignados en Espagne (2017, p. 17 ; 2022, p. 107).

apporte des gratifications symboliques importantes. Le sentiment de devenir des « sujets historiques » naît de l'engagement et le renforce en retour.

Finalement, « faire les Gilets jaunes », comme le dit Clara, c'est d'abord agir avec ténacité et persévérance, mais de manière modeste, dans des positions subalternes en soutien à d'autres activistes. En raison de ce protagonisme à la fois ordinaire et risqué, du côté des « déters » (déterminé-es), qui suppose une forme de discrétion, Clara est convaincue d'avoir participé de l'intérieur à un événement historique dont elle dit après coup qu'elle espérait la venue. C'est du même coup sortir de la routine de la vie quotidienne, quatrième élément saillant du protagonisme. Sans doute les Gilets jaunes n'ont pas pu éprouver la « perception de vivre pleinement leur présent comme temps de transformation » (Burstin, 2013, p. 61), faute de transformation majeure de la société à la suite de la contestation¹³, au contraire des protagonistes des révolutions et des changements de régime (Bennani-Chraïbi, Fillieule, 2012). Mais la modification du rapport au temps et le sentiment d'une intensification de l'existence, d'une sortie de l'ordinaire s'observent particulièrement chez les Gilets jaunes qui se sont engagé-es tôt, longtemps et intensément. Pour les primo-contestataires, l'engagement se traduit par la sortie d'un quotidien marqué par la continuité et la répétitivité, par le sentiment d'avoir « choisi » quelque chose et rompu avec le temps d'avant, de s'être pris-e en main et d'avoir des moyens d'agir sur le monde et sur soi-même, ce que Burstin appelle « l'expérience de l'autodétermination ». De fait, la hiérarchie ordinaire des priorités est bousculée. Dans les premiers mois de la mobilisation, ils et elles mettent partiellement ou totalement leur vie personnelle (dans le cas de Clara) ou leur activité professionnelle de côté pour se consacrer à l'expérience du mouvement. Beaucoup sans doute vivent alors une forme de « disponibilité biographique » (McAdam, 1986, 2012), pour cause de chômage, travail à temps partiel, intérim ou retraite. Mais la notion, très générale, est loin de décrire la situation de l'ensemble des Gilets jaunes. Ils et elles affirment en entretien être devenu-es « accros » à l'engagement en raison de l'intensité exceptionnelle des moments vécus, du sentiment inédit de fraternité et de solidarité entre protestataires, et de la nécessité de résister face à la répression et à l'indifférence d'une partie de la société, jusqu'à leur entourage le plus proche. De fait, l'engagement a souvent produit, dans le temps du mouvement, des tensions, des mises à distance, voire des ruptures au sein même de la famille ou des ami-es, au profit de la « nouvelle famille » des Gilets jaunes : les primo-contestataires très investi-es que nous rencontrons éprouvent un sentiment d'appartenance nouveau et puissant, celui d'être « Gilet jaune d'abord ».

[13] Une autre différence majeure avec la situation révolutionnaire réside dès lors dans l'absence de rétribution institutionnelle de l'engagement. Les régimes nouveaux sont en effet d'autant plus attachés à légitimer le protagonisme insurrectionnel, voire à le consacrer comme héroïque, que celui-ci les soutient et les légitime en retour. Dans le cas des Gilets jaunes, l'engagement n'a fait l'objet d'aucune rétribution : au contraire, le mouvement a subi une réaction gouvernementale très forte (répressions policières et sanctions judiciaires) et, passées les premières semaines, l'opprobre de la majeure partie du champ médiatique et politique.

Se sentir habilité-es : la politisation de citoyens et citoyennes « ordinaires »

Le protagonisme des Gilets jaunes, c'est donc la transformation, dans le cours même de la conjoncture protestataire, d'une personne « ordinaire » – distante ou indifférente à la chose politique, voire désenchantée – en sujet politique. Ce processus de subjectivation politique repose sur la prise de parole publique, donc la possibilité de et la prétention à se faire entendre hors de ses cercles habituels de sociabilité, et fonde le sentiment d'une citoyenneté qui dépasse l'exercice du droit de vote. Le phénomène n'est pas spécifique aux Gilets jaunes. Il a pu être décrit pour caractériser la participation de primo-contestataires à d'autres mouvements récents, tels que Nuit debout ou les Indignados en Espagne (Smaoui, 2017 ; Guionnet, Wiewiorka, 2021 ; Nez, 2017, 2022). Il renvoie selon nous à la notion de compétence politique « subjective » (ou « sociale ») que P. Bourdieu (1977) opposait à la compétence objective (ou « technique »). Si la compétence technique renvoie à la capacité socialement inégale, et mesurable par la maîtrise de « connaissances » objectives, de comprendre les catégories propres (idéologiques, partisans, etc.) du champ politique (Converse, 2006 ; Gaxie, 1978), la compétence subjective désigne le sentiment, lui aussi socialement inégal, d'être autorisé-e à parler politique, d'en être digne, d'être habilité-e à donner son opinion « personnelle ». La relation entre compétence technique et compétence sociale est complexe et en partie circulaire : la première rend possible la seconde (la connaissance favorise la production d'une opinion), tout en la supposant aussi en retour (le sentiment d'être digne d'avoir une opinion favorise l'acquisition de connaissances). Chez les primo-contestataires des classes populaires, peu doté-es scolairement (sans le baccalauréat) et travaillant dans des milieux professionnels peu syndiqués, la production d'opinions politiques avant les Gilets jaunes relevait vraisemblablement de l'ethos de classe, voire de la délégation comme remise de soi (à des personnalités plutôt qu'à des organisations politiques, en l'espèce). Or, l'engagement est l'occasion d'une formidable acquisition de compétence politique à la fois subjective et objective. C'est à la compétence subjective que l'on choisit de s'intéresser ici.

Les Gilets jaunes primo-contestataires ne prennent que rarement la parole en public sur le modèle de la discussion politique (Braconnier, 2016). D'une part, comme on l'a vu avec Clara, bien des Gilets jaunes parlent peu, et certainement pas en toutes circonstances. D'autre part, ils et elles ne parlent de sujets politiques que de manière très indirecte, voire évitent de parler politique, parce que l'exhibition de préférences électorales est stigmatisée, mais aussi parce qu'ils et elles ne se sentent pas en mesure de défendre leurs opinions (Reungoat, Buton, Jouhanneau, 2022). Les cas de Robert et du couple de Béatrice et Fabrice permettent d'illustrer les pôles opposés de la politisation des classes populaires au cours du mouvement des Gilets jaunes. Robert incarne un protagonisme ordinaire, qui se réalise par la constance dans le soutien logistique au mouvement,

mais s'autorise peu à dire son opinion. Béatrice et Fabrice donnent au contraire l'exemple d'une forte habilitation dans le cours même de la mobilisation.

Issu d'une famille rapatriée d'Algérie, Robert a travaillé comme artisan puis agent de maintenance dans une grande ville du sud de la France. Il s'installe à la retraite avec sa femme Marjorie dans la maison isolée qu'il a construite de ses propres mains, au cœur d'une petite exploitation maraîchère à laquelle il consacre tout son temps. Il n'a jamais manifesté avant le mouvement des Gilets jaunes et se dit plutôt à distance de la politique, tout en ayant voté régulièrement pour le Front national. Marjorie et lui ont rejoint un rond-point en périphérie de la grande ville quelques jours après le 17 novembre et depuis, le couple s'investit fortement au sein du collectif de ce rond-point. Rapidement indispensable dans les tâches logistiques de l'occupation (ponctuelle) du rond-point, et apprécié pour cela, Robert semble à l'aise avec la division du travail militant, qui mobilise les capacités et intérêts de chacun :

« Les AG on les... certains le faisaient déjà entre eux, mais moi je me mêlais pas trop de ça hein parce que bon je préfère laisser certaines personnes qui sont déjà plus en contact avec les autres, moi je suis un simple paysan, ma place est plutôt ici qu'à aller travailler avec les autres comme ça à l'extérieur. »

Il distribue les tracts aux automobilistes, mais ne participe jamais à leur élaboration. Il confie même ne pas s'y intéresser, ne pas les lire et faire confiance aux personnes plus aguerries du rond-point (un militant et un primo-contestataire) pour les rédiger. En valorisant des formes de protagonisme ordinaire, le mouvement reproduit aussi les formes héritées de division sociale du travail politique. Pourtant, l'acquisition d'une compétence subjective peut aussi être observée chez Robert, dans certaines conditions. Parce que Marjorie et lui finissent par nouer des liens de sociabilité et accueillir dans leur propre maison pendant plusieurs mois la réunion hebdomadaire de leur collectif de Gilets jaunes, il s'autorise avec le temps, souvent sous couvert de plaisanterie, à donner son avis sur certains thèmes politisés. Robert indique sa réprobation de « l'assistanat » ou ses préférences électorales pour Marine Le Pen dans un collectif plutôt « à gauche » et comportant des Gilets jaunes disposant d'un fort capital, culturel et militant.

À l'opposé, d'autres Gilets jaunes, guère plus dotés en capital culturel que Robert, acquièrent au fil de la mobilisation une capacité à parler et à se faire entendre, y compris par écrit. Certes, afin de préserver la confidentialité de leurs actions à venir, mais aussi d'agir d'abord au niveau local (Jeanpierre, 2019), beaucoup de primo-contestataires réservent leurs interventions aux petits cercles des ronds-points ou des assemblées, voire aux applications de messagerie réputées les plus cryptées. Mais ce goût de la discrétion et de la protection d'un entre-soi n'empêche pas les prises de position publiques, dont la portée a été mise en évidence dès les premiers actes du mouvement, au travers de

la réalisation de vidéos ou de la prise de vue et la diffusion en direct sur les réseaux sociaux, lesquelles ont pu valoir à certains Gilets jaunes une renommée nationale (par exemple, Éric Drouet ou Maxime Nicolle). La production de textes écrits constitue une autre activité à laquelle se livrent des dizaines de Gilets jaunes, parfois de manière régulière. Ainsi, parce que le couple possède « une imprimante et du papier », Béatrice et Fabrice s'engagent dans la production et la publication d'un petit hebdomadaire « jaune » de 8 pages, et ce pendant un peu plus d'un an.

Proches de la cinquantaine, séparé-es, parents, et vivant en union libre non cohabitante depuis quelques années, Béatrice et Fabrice sont respectivement auxiliaire de vie à domicile et employé de logistique au chômage. Ni l'un ni l'autre n'ont passé le baccalauréat, mais Béatrice a suivi une formation de psychothérapie et exercé plusieurs métiers. Elle est issue d'un milieu de petits entrepreneurs ; sa famille est positionnée à droite, voire pour certains, très à droite. Lui vient d'un milieu très populaire, immigré et très éloigné de la politique. Tous deux ont fondé ensemble une association qui vient en aide à quelques personnes oubliées par les services publics, un engagement que ni l'une ni l'autre ne définissent comme politique ou contestataire. Frappé par un deuil en novembre 2018, le couple ne s'engage pas tout de suite, mais cède assez vite à l'envie, forte chez Fabrice, d'« aller voir ». Un soir de semaine en décembre, Béatrice et Fabrice se rendent sur un rond-point à proximité de leurs domiciles et y reçoivent un accueil chaleureux. Dès le premier soir, le couple propose d'utiliser l'imprimante de son association pour les tracts du groupe. Leur engagement dans le mouvement s'étend ensuite à l'assemblée de la ville, notamment sa « commission communication », à laquelle ils proposent de réaliser un petit journal imprimé à distribuer à la population lors de différentes actions. Béatrice et Fabrice le produisent avec deux autres personnes, et y affirment très progressivement une prise de parole en nom propre (mais sous pseudonyme) sur de « grands » sujets, comme le sommet du G7 ou l'accord CETA¹⁴. « Ma force à moi est dans les mots », écrit Béatrice en octobre 2019, cependant que Fabrice insiste sur sa propre transformation : grâce au mouvement, et notamment aux militant-es anarchistes rencontré-es, il n'est plus le « mouton » qu'il était auparavant.

Les possibilités d'action dans le mouvement des Gilets jaunes rendent plus ou moins possibles les prises de parole et plus ou moins dicibles les sujets politiques. Les enquêtes disponibles signalent un contraste fort entre la liberté de propos dans le cours débridé des manifestations (Poupin, 2019) et l'évitement de certains sujets politisés et clivants, comme l'immigration, qui caractérise bien des occupations de ronds-points, où les échanges se font plutôt par groupes affinitaires (Challier, 2019 ; Devaux et al., 2019, Reungoat et al., 2022). C'est que la parole est toujours tenue en situation, dans un contexte qui en détermine les

[14] Le *Comprehensive Economic and Trade Agreement* est un accord économique entre l'Union européenne et le Canada, signé en 2016.

conditions de possibilité et d'impossibilité. La parole sera plus ou moins facile à prendre selon les autres Gilets jaunes en présence, notamment selon qu'ils et elles sont déjà connu·es ou non (ancienneté de la relation), et perçu·es comme socialement des semblables ou non (c'est souvent le cas). Plus généralement, si les analyses lexicographiques peuvent soulever des questions pertinentes, l'enquête biographique et ethnographique suppose de ne pas considérer les propos tenus comme des discours, mais bien comme des actes de langage. Ainsi, l'entretien semi-directif s'apparente d'autant plus à une offre de prise de parole proprement politique qu'il prévoit, comme dans notre cas, d'aborder les rapports à la politique. Cela peut conduire parfois à forcer le trait en se décrivant comme plus intéressé·e par la politique qu'on ne l'est et en s'essayant à des verdicts politiques plus ou moins hasardeux. Ce faisant, les Gilets jaunes de notre enquête trahissent certes une forme d'incompétence objective, mais révèlent surtout l'extension nouvelle de leur sentiment d'habilitation, comme le montre le cas de Domi.

Mère d'un jeune homme, Domi approche de la cinquantaine et vit seule. Née de parents travailleurs saisonniers très éloignés de la politique, elle exerce en intérim comme auxiliaire de vie dans un établissement médico-social après un parcours professionnel marqué par la précarité. Elle a rejoint par hasard un rond-point (« en passant par là ») dès le 17 novembre 2018. Elle s'est rapidement engagée, pendant plusieurs mois, dans un groupe de femmes privilégiant les actions « concrètes » telles que les blocages et les ouvertures de péages. Domi fait montre de peu de connaissances politiques : elle tâtonne par exemple pour situer sur l'axe gauche-droite l'ancien président Nicolas Sarkozy. « J'ai jamais voté de ma vie », reconnaît-elle, précisant qu'elle n'a en fait jamais pu voter du fait de déménagements fréquents qui l'ont conduite à être considérée « comme SDF », donc non inscrite sur les listes électorales. Et pourtant elle n'hésite pas, en présence de Corinne avec qui elle se rend en manifestation après l'entretien avec leur groupe de femmes Gilets jaunes, à énoncer des idées très arrêtées sur le scrutin des élections européennes de 2019 où il faut « que la macronie ne soit pas en majorité », tout en s'opposant à la suggestion d'une liste de candidature émanant des Gilets jaunes. Elle explique à Corinne, mariée et mère d'une jeune femme, ancienne employée dans la restauration en reconversion professionnelle, et bien plus participationniste, qu'il ne faut pas voter blanc « parce qu'un vote blanc [...] va à la majorité », « ce que peu de gens savent ». Sa confiance en sa capacité et sa légitimité à parler de la politique spécialisée est éclatante.

Le peuple des citoyens et citoyennes face à l'État

Dans le mouvement des Gilets jaunes se déploient donc des habilitations à s'exprimer en tant que citoyen·ne parmi d'autres citoyen·nes considéré·es comme des égales et des égaux. Ces formes de protagonisme accompagnent l'expression d'un rapport au monde social, et plus largement à l'État, affecté par

l'expérience du mouvement. L'entretien biographique et ethnographique donne aussi accès à la conception binaire que se font les primo-contestataires des frontières sociales et à leur rapport antagoniste aux dimensions répressives et protectrices de l'institution étatique.

Quel « nous » et combien d'« autres » ?

Comment les personnes primo-contestataires conçoivent-elles la société, et leur position ou leur place en son sein ? On sait que les classes populaires ne forment pas une « classe sociale homogène » aux frontières tranchées (Schwartz, 2011a), mais une « constellation de positions hétérogènes et hiérarchisées, plus ou moins protégées de la pauvreté, plus ou moins proches des professions intermédiaires », formant trois fractions¹⁵. La quasi-totalité des primo-contestataires que nous avons rencontré-es se situe dans les classes populaires¹⁶, dont une partie est au chômage ou à la retraite. Certain-es « s'en sortent » à peu près, mais beaucoup sont dans des positions de vulnérabilité, notamment statutaire (indépendant-es, intérimaires, salarié-es sous contrat précaire) ; d'autres appartiennent aux fractions les plus pauvres (« bénéficiaires » des aides, du RSA ou de l'allocation adulte handicapé). Leurs trajectoires sont marquées par des épisodes plus ou moins durables de difficulté économique. Plutôt qu'insister sur ce qui les différencie, on voudrait souligner ce que ces personnes partagent, ce qui les a menées à s'engager et surtout à se reconnaître les unes dans les autres. Nous adoptons ici un parti pris de méthode qui retient ce qui est commun dans leurs récits quand elles en viennent à parler du monde social et de l'État.

À partir d'une enquête sur les machinistes de la RATP, Olivier Schwartz (2011b) a discuté l'actualité de la représentation binaire du monde social des ouvriers mise en évidence par Richard Hoggart (1970), à savoir l'opposition entre ceux du haut (« eux ») et ceux du bas (« nous », les exécutants). O. Schwartz a souligné que la conscience de la plupart des ouvriers, sur son terrain, n'était pas binaire, mais triangulaire. La « pression » ne vient plus seulement du haut, mais aussi du bas, de la part de celles et ceux qui vivent des aides sociales et ne paient pas d'impôt sur le revenu, pression ressentie comme une menace, celle du déclassement pour soi ou pour ses descendant-es. Plusieurs enquêtes réalisées sur des ronds-points en milieu rural ont mis en évidence l'existence de cette conscience sociale triangulaire (Bonin, Liochon, 2020 ; Legris, 2022), mais, semble-t-il, plus souvent chez des militant-es ou des sympathisant-es RN appartenant aux

[15] Masclat (2020, p. 10) distingue les fractions les mieux dotées, proches des professions intermédiaires (policiers ou employées administratives), les « stables-modestes » (qui s'en sortent « à peu près »), et les « plus précaires et les plus démunis ».

[16] Contrairement à la classification des professions et catégories socioprofessionnelles de l'INSEE, Cédric Hugrée, Étienne Pénissat et Alexis Spire (2017) placent les petits indépendant-es parmi les classes populaires.

petites classes moyennes et aux fractions les plus stables des classes populaires que chez des primo-contestataires de milieu populaire. Observant un bourg rural de Lorraine, territoire populaire, Raphaël Challier (2019) soutient au contraire l'hypothèse que le mouvement des Gilets jaunes affecte, au moins en ses débuts, la conscience triangulaire de ses enquêté-es, qu'il avait pourtant constatée de longue date (Challier, 2021), au profit d'une conscience à nouveau binaire et protestataire. Sur le rond-point de Grandmenil, il perçoit un « air de révolte des profanes », au nombre desquel·les des précaires et « assistés », qui s'accompagne d'une revalorisation symbolique de celles et ceux d'en bas, d'un sentiment de solidarité pour les « petits », et renforce au contraire l'antagonisme à l'égard sinon de toutes les classes supérieures, au moins des élu-es et des professionnel·les de la politique. D'autres enquêtes (Clément, 2020) ou analyses (Noiriel, 2019) relèvent cette binarisation de la conscience de classe chez les Gilets jaunes, dans laquelle certains travaux croient déceler le symptôme d'un processus historique global de désinstitutionnalisation et d'individualisation « aux dépens des classes sociales, des collectifs intermédiaires et des groupes sociaux » (Le Bart, 2020, p. 48). Au contraire, notre enquête nous amène à faire l'hypothèse que le mouvement ne se réduit pas à l'expression de difficultés individuelles, mais qu'il permet, à certaines conditions, leur réinscription dans une expérience collective qui construit au travers d'un *nous* un ensemble de sujets politiques (Buton et al., 2020).

Plus précisément, la conscience sociale triangulaire existe, mais semble amoindrie voire désactivée. L'opposition à « ceux d'en haut » n'efface pas totalement d'autres distinctions dans la représentation du monde social, et notamment la mise à distance, au nom de la valeur du travail, des « cassos' », des « assisté-es » ou des personnes sans domicile, voire (mais de manière exceptionnelle, sur notre terrain), des immigré-es. Les deux femmes du petit groupe déjà évoqué, Domi et Corinne, en témoignent :

« Domi : — Mais bon, en espérant que cette fois, il [Emmanuel Macron] comprenne que les gens ils demandent à être payés pour leur travail, pas de vivre avec des aides sociales.

Corinne : — Voilà.

Domi : — [...] Non, ce qu'on demande c'est : je travaille, je veux un salaire. Je ne veux pas vivre d'aides sociales, je veux pas faire la manche. Dans ce cas-là j'arrête de travailler et je vais dehors. [...]

Corinne : — Juste un accès à l'emploi ! Voilà moi je te dis hein, 15 mois là que je cherche.... Et j'arrive à 50 ans. Après je pourrais prendre l'option je suis handicapée, je reste chez moi et je prends l'AAH. J'ai pas envie. »

Ces distinctions alimentent des concurrences entre des Gilets jaunes sur les ronds-points en quête de respectabilité, souvent plus âgé·es et de milieu populaire, et des Gilets jaunes ayant créé l'assemblée générale de centre-ville, plus jeunes, plus précaires, proches des milieux des squats, des autonomes et de l'extrême gauche, voire militant·es. Parmi les Gilets jaunes des ronds-points, certain·es se plaignent volontiers de la présence de « la faune » du centre-ville comme des personnes sans domicile qui, après avoir aidé à l'occupation du rond-point, s'y installent et donnent une « mauvaise image » du mouvement (en s'alcoolisant trop, par exemple). Pourtant, l'expérience de la lutte et la construction d'un *nous* chez les Gilets jaunes rend secondaire cet ensemble de distinctions, par rapport aux discours et pratiques de solidarité (dons de nourriture, maraudes) envers les personnes les plus démunies. L'ambivalence peut s'observer chez Grégory, la trentaine, titulaire d'un baccalauréat STG, dont la trajectoire professionnelle a été marquée par la difficulté et la précarité, entre contrats courts pas toujours déclarés, chômage et RSA. Grégory est l'une des figures locales du mouvement durant les premières semaines *via* les réseaux sociaux. En entretien, il critique violemment une « gauchiste », selon lui « une assistée, une cassos' comme pas possible », qui pourrait faire croire que celles et ceux qui manifestent sont « tous au RSA ». Mais il souligne aussi combien l'engagement comme Gilet jaune oblige à la solidarité, ce qui le distingue du reste de la population :

« Une fois à la manif on discutait avec un SDF, un jeune que j'ai croisé plusieurs fois, j'avais lui dire bonjour dès qu'il me voit dans [la métropole], alors ça va, alors tu t'motives machin, t'as besoin de quelque chose, t'as faim machin ? [...] J'suis pas le mec qui en a rien à foutre du clochard en bas de chez soi. »

Reste que la distance exprimée à l'égard des plus pauvres est sans commune mesure avec celle qui sépare les primo-contestataires des responsables politiques. Comme le dit un autre Gilet jaune de notre enquête, la vingtaine, lui aussi très présent dans les manifestations (jusqu'à monter à celles organisées à Paris), les responsables politiques ne « sont pas dans le même monde en fait que nous ».

Quelle est la teneur de ce *nous* ? Il a été souligné que le ressort de l'engagement des primo-contestataires réside d'abord dans un pouvoir d'achat perçu comme insuffisant et un horizon des possibles contraint et réduit. Une partie importante des Gilets jaunes subit une forme d'insécurité budgétaire (Blavier, 2020, 2021), bien résumée par les expressions de « fins de mois difficiles » ou de compte en banque « vide le 10 du mois ». Cette insécurité budgétaire est au principe de la dénonciation des injustices, des inégalités et de l'invisibilité, voire d'un sentiment d'humiliation (Déloye, Haroche, 2006), mais aussi d'un ensemble de récriminations contre le personnel politique, jugé indifférent voire méprisant. Les « représentants du peuple », ne le représentant plus, ne sauraient parler au nom des

primo-contestataires, qui se considèrent comme des « petits » issus du (vrai) peuple.

Plutôt qu'une opposition des « petits » et des « gros », c'est-à-dire au capital économique le plus important, on a affaire à une polarisation entre les « petits » et les « grands », celles et ceux d'en haut, d'abord les responsables politiques, souvent aussi les « riches », les banques, parfois les lobbies ou les journalistes, et beaucoup plus rarement les « grands patrons » – sans doute par respect pour les Gilets jaunes qui entreprennent dans le secteur privé (les « petits patrons »). Un lieu commun des entretiens réside dans la critique sans nuances du président Macron et de sa majorité politique, mais aussi plus largement des parlementaires. L'expérience de la protestation vient renforcer la défiance à l'égard des acteurs et actrices de la représentation et, pour une partie importante des enquêté-es, des organisations syndicales. L'opposition au président et aux élu-es, dont l'éloignement du peuple, l'immoralisme et le manque d'intégrité supposés sont abondamment décrits et décriés, fait office de ciment dans un mouvement menacé par une forte hétérogénéité des préférences politiques et par d'importants clivages sur des questions structurantes de l'espace partisan et du débat électoral (Dormagen et al., 2022). Sur son gilet, Clara nous dit avoir écrit « "Menteurs, Manipulateurs, Profiteurs", un truc comme ça, euh... "Macron dégage !", euh... "Le peuple français en colère" ». L'opposition aux « politiques » dans leur ensemble est à l'origine de l'engagement de Robert, pour qui le divorce entre les Gilets jaunes et Macron et « les autres » est irrémédiable :

« Bah disons que c'était un appel justement du ras le bol des... des politiques. Donc suite à ça bah moi j'ai dit beh pourquoi pas, puisque moi j'en faisais pas et que j'en voulais pas. Donc j'ai dit c'est l'occasion. [...] Non non, j'en ai rien à faire moi, ah non non peuvent dire ce qu'ils veulent sur les Gilets jaunes [ces partis], non on a nos [opinions], on a notre façon maintenant d'agir et de faire. On a qu'une idée c'est bien sûr c'est contre Macron, et c'est tout. Et on est pas pour que les autres aussi arrivent là sur le, à sa place, c'est tout. »

L'hypothèse d'une centralité de la question démocratique comme produit du mouvement des Gilets jaunes (Collectif d'enquête, 2019 ; Fillieule, Hayat, Monchatre, 2020) se vérifie sur notre terrain, alors que des idéologies comme la critique marxiste du capitalisme, ou la promotion nationaliste et xénophobe d'une identité de la France, y sont minorées (Reungoat et al., 2022). Certes, d'autres enjeux émergent. Le plus souvent employées dans le secteur du *care* (soins et aide aux vulnérables) et ouvriers peu qualifiés de l'approvisionnement (transport et logistique), les primo-contestataires de notre enquête évoquent souvent leurs conditions de travail dans des secteurs d'activité qui sont des déserts syndicaux. Mais plusieurs semaines après le début du mouvement, ils et elles justifient leur engagement prioritairement en rapport avec la question politique

de la démocratie et de la représentation, et prétendent incarner le peuple. Cette définition du « nous » passe ainsi par la revendication que les Gilets jaunes sont le peuple, parfois dans une version enchantée de la diversité du mouvement et de son unité. La perception du mouvement comme transclivage voire trans-classe fonde un récit mythique. Invitée à se remémorer les moments qui l'ont le plus marquée, Béatrice raconte le réveillon 2019 sur le rond-point, car il « y a aussi bien du docteur que du SDF et ça j'ai adoré ». Chez des individus au départ plutôt à distance de la politique, la question démocratique devient centrale dans la logique processuelle des échanges internes au mouvement et des échanges de coups avec le pouvoir. D'une part, c'est en termes de souveraineté populaire que le mouvement définit ses actions : la rue et l'espace public appartiennent à tous et toutes, les manifestations peuvent aller partout, la police doit défendre les citoyens et les citoyennes plutôt que le gouvernement. D'autre part, c'est en fonction de ce principe que le mouvement s'organise : sur les ronds-points ou dans les commissions des AG, tout le monde est bienvenu ; les prises de parole sont censées reposer sur l'horizontalité et les décisions sur l'égalité de vote, même s'il existe des formes réglées (et plus ou moins traditionnelles) de division du travail ; les mandats sont pensés comme spécialisés et provisoires. Enfin, les revendications les plus formalisées du mouvement concernent beaucoup les enjeux démocratiques, dont le fameux référendum d'initiative citoyenne n'est qu'un exemple (Bedock et al., 2020). La méfiance à l'égard de la loi d'airain de la représentation (Michels, 2015), qui n'est pas propre aux Gilets jaunes, nourrit une perception égalitariste du monde, et renforce la conscience d'une opposition entre le peuple et ses représentant-es, plutôt qu'une perspective stigmatisant les plus pauvres.

Antagonistes : le rapport à l'État

Mais l'aspiration égalitariste des Gilets jaunes engage aussi plus largement le rapport à l'État, compris comme « l'ensemble des représentations symboliques et des logiques pratiques qui découlent de la confrontation (conflictuelle ou non) avec une institution étatique » (Spire, 2016). Née d'une révolte contre une nouvelle taxe, très critique à l'égard du président de la République et violemment réprimée par les forces de l'ordre, la contestation des Gilets jaunes – et en particulier des primo-contestataires interrogé-es, travaillant massivement dans le secteur privé – s'est construite en opposition à différentes dimensions (fiscale, politique, policière et judiciaire) de l'État. Deux pistes méritent d'être suivies qui dessinent un rapport antagoniste à l'État construit par la dynamique de politisation dans la mobilisation collective : la dimension répressive de l'action étatique et sa dimension protectrice.

Les Gilets jaunes ont subi très fortement les effets des transformations de la politique du maintien de l'ordre dans le sens d'une militarisation et d'une brutalisation

(Fillieule, Jobard, 2020). Médiatisée par les Gilets jaunes mêmes,¹⁷ mais aussi par des associations (Ligue des droits de l'homme, Amnesty International) et des journalistes¹⁸, la brutalisation du maintien de l'ordre a entraîné blessures, gardes à vue, et s'est prolongée par des poursuites judiciaires¹⁹. L'expérience ordinaire des primo-contestataires qui manifestent les samedis est faite de gaz lacrymogènes, de nasses, de coups subis ou constatés. Le niveau élevé de la répression physique incite beaucoup de Gilets jaunes, même très engagés, à se rendre moins souvent ou moins longtemps aux manifestations, voire à ne plus s'y rendre, mais contribue aussi à souder les Gilets jaunes contre la police (Poupin, 2019). Ici, pas plus que précédemment, on ne saurait « homogénéiser » les conceptions du monde des Gilets jaunes et la manière dont leur engagement a affecté leur perception des forces de l'ordre, des Black Blocks, du rapport à la violence légitime et à son usage. Il existe des différences notables entre les primo-contestataires selon leurs dispositions et leurs expériences de la mobilisation. Mais l'engagement produit très souvent une transformation et une sophistication du rapport à la police chez des individus qui lui font face pour la première fois en manifestation. Robert, dont le gendre appartient aux forces de l'ordre et dont l'inclination va plutôt au maintien de l'ordre public, tient un discours ambivalent : il déplore autant les violences exercées par les forces de l'ordre que les actions des « casseurs », mais valorise sa propre capacité à discuter avec les CRS :

« Les violences bien sûr je suis contre puisque bon moi chaque fois que je vais faire une manif, je vais toujours voir la police, je vais toujours discuter avec eux. [...] Leur position c'est qu'ils sont d'accord avec ce qu'on propose, comme ils disent : "Nous quand on enlève la tenue quand on est à la maison, on est Gilets jaunes comme vous". »

La loyauté de Robert à l'ordre policier a été relativement peu modifiée par son expérience du mouvement et semble ainsi peu affectée après deux ans de mobilisation constante, malgré la peur « de se faire attraper ». Mais sa perception s'est complexifiée, comme le montre son rejet véhément de « la BAC » (la brigade anti criminalité), présente pour l'État et pas pour « les petits ».

« [Avec la BAC] on peut pas discuter. C'est un mur, quand on est devant eux c'est vraiment la tête du méchant, c'est vraiment : "On va te sauter dessus, on va t'attraper". Ils ont que ça dans l'idée ces gens-là, ils sont pas là pour le peuple, ils sont là pour l'État. Contrairement à la police. D'ailleurs ils s'entendent pas. »

[17] Le site *lemurjaune.fr* recense plus de 2 500 blessés et un décès, et 5 mains arrachées.

[18] Au premier rang desquels David Dufresne, spécialiste de la police, et son site *Allô Place Beauvau*. Voir aussi son film *Un pays qui se tient sage*, sorti en 2020, et Dufresne (2019).

[19] Voir Codaccioni (2024a, 2024b), Johsua (2024).

Chez d'autres, l'expérience de la répression entraîne une hostilité nouvelle à l'égard des forces de l'ordre, et la compréhension voire l'approbation de la violence manifestante. Béatrice raconte qu'avant son engagement en tant que Gilet jaune, elle éduquait ses enfants dans le respect de « l'ordre établi » et que, face aux images des zadistes à la télévision, elle s'écriait : « "Mais qu'est-ce qu'ils attendent pour mettre de l'ordre les flics ?" Tu vois on était plutôt pas du tout manifestants, pas du tout dans la compréhension du manifestant, quand on voyait la ZAD Notre-Dame-Des-Landes, on disait : "Mais qu'ils leur cassent la gueule !" ». Désormais, bien qu'elle trouve contre-productive la casse des vitrines, elle appelle de ses vœux « des coups fourrés, mais ciblés [...] [pour] qu'ils flippent quoi ». Avec le recul, ces Gilets jaunes déplorent la focalisation médiatique sur les violences, tout en considérant que celles-ci ont contraint les médias et le gouvernement à écouter et réagir. Domi et Corinne approuvent ainsi l'action des Black Blocs et expriment une opinion compréhensive voire reconnaissante envers eux et elles, développée au fil des manifestations :

« Corinne : — Ouais et pis moi j'dis, j'dis toujours euh, ce que [les Black Blocs] font tout haut, nous on le pense tout bas et.... Euh... C'est ce qu'on a envie de faire ils le font pour nous quoi !

Domi (*la coupant*) : — C'est c'qu'on a envie d'faire.

Corinne : — Voilà !

Domi : — Mais on a cette peur qui nous tenaille au ventre qui fait que... bah on y va pas !

Corinne (*la coupant*) : — Merci les Blocks quoi ! Malheureusement en France, voilà, si tu casses pas, bah t'es pas entendu.

Domi : — De toute façon on a commencé vraiment à parler... de c'qui nous arrive euh...

Corinne (*en même temps*) : — Au départ nous on était pacifiques, hein !

Domi : — ... "grâce" aux violences, entre guillemets hein ! »

On le devine, l'expérience de la répression en manifestation est aussi source chez les primo-contestataires d'une connaissance plus fine, quoique pas toujours autant qu'ils et elles le pensent, des différents corps de police ou des armes utilisées, et d'une maîtrise plus grande des savoir-faire et savoir-être en situation.

Garant de l'ordre public, l'État est aussi celui de la solidarité nationale. Or, autant il semble excéder sa mission régaliennne, autant il est jugé démissionnaire dans son action contre les inégalités et les injustices. Face à cet État, le mouvement

est présenté comme marqué par la tolérance et le souci d'autrui. Robert considère ainsi que l'échec de son installation au début de sa vie professionnelle comme peintre en bâtiment indépendant tient au refus de l'État de respecter ses droits à la prime (d'installation) et par une fiscalité injuste qui « tue les petits ». Des années plus tard, il voit l'État comme un instrument aux mains des professionnels de la politique et au bénéfice des plus riches.

« — Oui, parce que j'accepte toujours pas cette société [...] l'État il est pas là pour nous, il est là pour eux, pour faire du bénéf pour eux et pas pour le, les petits [...].

— *Il est pour qui ? Vous m'avez dit : "Il est pour les autres" ?*

— Ils sont pour les riches. L'État, l'État il est pas pour les pauvres, il est pas pour la petite classe, il est là que pour leur... leur portefeuille à eux, c'est tout ! [...] Les riches ? Bah c'est les grosses banques déjà, c'est les banques, et c'est, c'est toute cette magouille qu'ils font entre eux, entre les grands directeurs, les grands trucs [hum] y a beaucoup de choses qui vont pas, c'est pour ça qu'on est contre. Parce qu'on sait très bien trouver des milliards quand il y a certaines choses qui se passent, mais pour donner aux pauvres y a rien ! »

De son côté, Clara explique que la vidéo virale de Jacline Mouraud (6 millions de vues le 15 novembre 2018) est au principe de son engagement, car elle lui a fait voir l'écart entre l'argent récolté par les impôts et l'insuffisance des services publics.

« Enfin moi dans mes souvenirs, cette vidéo elle parlait surtout de : où est passé l'argent, quoi ? Et d'une manière générale, ça peut, ça peut s'appliquer à beaucoup de choses. Et du coup c'est cette vidéo qui m'a... qui m'a un peu ouais, un peu réveillée [...] : où est passé l'argent, par rapport aux impôts qu'on paie et aux taxes qu'on paie sur les produits qu'on achète. Et que derrière les services publics, euh, sont pas comme ils devraient être je trouve. [...] Bah ça, ça a été beaucoup mis [en avant] par les Gilets jaunes : le fait de payer pour, euh, les anciens députés, de payer pour, ouais les députés, les sénateurs, leurs retraites. [...] Euh... 'fin, moi ouais, c'est de remettre au même niveau les politiques, au même niveau que les citoyens. »

C'est ainsi à un retour de l'État et des services publics qu'appellent les primo-contestataires. Stéphane, quadragénaire issu d'un milieu populaire, titulaire du baccalauréat et doté d'un fort capital culturel accumulé en autodidacte, graphiste bénéficiaire du RSA au moment de l'enquête, a occupé des positions de coordination au sein du mouvement à l'échelle locale et nationale, principalement

dans les ADA. Pour lui le système, détenu par « ceux qui ont de l'argent », produit un État démissionnaire et oppresseur, dont il faudrait renverser la logique :

« Rendre l'État responsable de ses citoyens. C'est les citoyens qui sont responsables envers l'État les trois quarts du temps. Et là c'est philosophiquement, prendre le chemin inverse, et dire que si on laisse les citoyens sans nourriture, sans logement, sans santé, sans pouvoir... sans qu'ils puissent subvenir par eux-mêmes... parce que l'État a confisqué toutes les terres... sans qu'ils puissent subvenir par eux-mêmes à leurs besoins, alors, on les condamne à mort. [Pause.] C'est pas immédiat ça, c'est pas quelques semaines ou quelques mois. Mais on les condamne à "vivre"... le droit de vie qu'on a est très relatif. »

Conclusion

À de nombreux égards, le mouvement des Gilets jaunes constitue une énigme. Aux côtés et pour partie au contact de militant-es expérimenté-es, des personnes dénuées d'expérience d'engagement et distantes de la politique se sont mobilisées pendant des semaines, des mois, voire des années. Nous avançons que ces citoyens et citoyennes ordinaires se sont constitué-es dans le mouvement en protagonistes se sentant autorisé-es à porter publiquement un jugement sur la politique. En ce sens, leur protagonisme est une politisation dans la double acception d'une socialisation à la politique spécialisée et d'une altération de leurs conceptions du monde social. Parce qu'ils et elles se sentent légitimes à s'exprimer dans une égalité partagée en tant que citoyens et citoyennes, ces Gilets jaunes affirment une vive défiance à l'égard des représentant-es et prétendent défendre le peuple des citoyens et des citoyennes, les « petits » contre les « grands », mais aussi contre l'État. Ils et elles énoncent des jugements relativement sophistiqués sur les excès du maintien de l'ordre et les défaillances de l'État-providence.

Cette politisation par le protagonisme pose néanmoins question : elle invite au suivi sur le temps long des trajectoires biographiques des Gilets jaunes de notre enquête. On peut en effet s'interroger sur la durée, en contexte routinisé et après un reflux de la mobilisation, de l'expérience d'un protagonisme en situation de crise. Il faudra se demander si le passage par la mobilisation a produit des effets au-delà de la politisation décrite, notamment dans le milieu professionnel ou dans l'espace intime des relations familiales, comme le laissait entendre cette Gilet jaune qui, évoquant sa séparation conjugale au cours du mouvement, nous disait « avoir viré un Macron de chez [elle] ».

Bibliographie

- Agrikoliansky Éric, Aldrin Philippe, 2019, « Faire "avec" la politique. Novices, amateurs et intermittents en politique », *Politix*, 128, p. 7-29.
- Aït-Aoudia Myriam, Bennani-Chraïbi Mounia, Contamin Jean-Gabriel, 2010, « Contribution à une histoire sociale de la conception lagroyenne de la politisation », *Critique internationale*, 48, p. 207-220.
- Auyero Javier, 2003, *Contentious lives: two Argentine women, two protests, and the quest for recognition*, Durham, Duke University Press.
- Bantigny Ludivine, 2013, « Le temps politisé. Quelques enjeux politiques de la conscience historique en Mai-Juin 68 », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 117, p. 215-229.
- Bedock Camille, Bonin Loïc, Liochon Pauline, Schnatterer Tinette, 2020, « Une représentation sous contrôle : visions du système politique et réformes institutionnelles dans le mouvement des Gilets jaunes », *Participations*, 28, p. 221-246.
- Bennani-Chraïbi Mounia, Fillieule Olivier, 2012, « Pour une sociologie des situations révolutionnaires. Retour sur les révoltes arabes », *Revue française de science politique*, 62 (5-6), p. 767-796.
- Bernard de Raymond Antoine, Bonin Loïc, Bordiec Sylvain, Chiron Pierre, Clément Karine, Elalaoui Charif, Grémion Théo, Liochon Pauline, Ravelli Quentin, Reungoat Emmanuelle, 2023, « Les Gilets jaunes : une révolte sans fin ? Une ethnographie comparée des ronds-points pour comprendre la durée du mouvement », *Genèses*, 130, p. 80-111.
- Blavier Pierre, 2020, « Que nous apprennent les sciences sociales sur les Gilets jaunes, et ceux-ci sur la société française ? Une entrée par les enjeux socio-économiques », *Revue Française de Socio-Économie*, 24, p. 219-229.
- Blavier Pierre, 2021, *Gilets jaunes, la révolte des budgets contraints*, Paris, Presses universitaires de France.
- Boncourt Thibaud, Geay Kevin, 2016, « "Y'a tellement de sujets moins médiocres !" Les formes du relâchement politique des catégories supérieures », in Collectif Sociologie politique des élections (SPEL) (dir.), *Les sens du vote*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, p. 55-73.
- Bonin Loïc, Liochon Pauline, 2020, « La fin des cabanes. Ethnographie de l'espace militant des ronds-points de Camon », *Contretemps*, 2 juin 2020, <https://www.contretemps.eu/fin-des-cabanes-gilets-jaunes/> (accès le 17/04/2025).
- Boughaba Yassin, Dafflon Alexandre, Masclat Camille, 2019, « Introduction. Socialisation (et) politique. Intériorisation de l'ordre social et rapport politique au monde », *Sociétés contemporaines*, 112, p. 5-21.
- Bourdieu Pierre, 1977, « Questions de politique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 16, p. 55-89.

- Braconnier Céline, 2016, « Le paradigme conversationnel dans l'analyse des rapports ordinaires au politique », in François Buton, Patrick Lehingue, Nicolas Mariot, Sabine Rozier (dir.), *L'ordinaire du politique. Enquêtes sur les rapports profanes au politique*, Villeneuve-d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, p. 321-334.
- Burstin Haïm, 2010, « La biographie en mode mineur : les acteurs de Varennes, ou le "protagonisme" révolutionnaire », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 57 (1), p. 7-24.
- Burstin Haïm, 2013, *Révolutionnaires. Pour une anthropologie politique de la Révolution française*, Paris, Vendémiaire.
- Buton François, Lehingue Patrick, Mariot Nicolas, Rozier Sabine (dir.), 2016a, *L'ordinaire du politique. Enquêtes sur les rapports profanes au politique*, Villeneuve-d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion.
- Buton François, Lehingue Patrick, Mariot Nicolas, Rozier Sabine, 2016b, « L'encastrement biographique du rapport au politique : une expérience collective de recherche », in François Buton, Patrick Lehingue, Nicolas Mariot, Sabine Rozier (dir.), *L'ordinaire du politique. Enquêtes sur les rapports profanes au politique*, Villeneuve-d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, p. 335-408.
- Buton François, Reungoat Emmanuelle, Jouhanneau Cécile, 2020, « A Renewal of Protest? Observing the Yellow Vests Through the Biographical Lens », *American Political Science Association (APSA) Preprints*, <https://preprints.apsanet.org/engage/apsa/article-details/5f8ece7b0b50fa00193a3936> [accès le 17/04/2025].
- Cartier Marie, Coutant Isabelle, Masclat Olivier, Siblot Yasmine, 2008, *La France des « petits-moyens »*. *Enquête sur la banlieue pavillonnaire*, Paris, La Découverte.
- Challier Raphaël, 2019, « Rencontres aux ronds-points. La mobilisation des gilets jaunes dans un bourg rural de Lorraine », *La Vie des Idées*, 19 février 2019, <https://laviedesidees.fr/Rencontres-aux-ronds-points> [accès le 17/04/2025].
- Challier Raphaël, 2021, *Simple militants. Comment les partis démobilisent les classes populaires*, Paris, Presses universitaires de France.
- Clément Karine, 2020, « "On va enfin faire redescendre tout ça sur terre !" : penser une critique sociale ordinaire populaire de bon sens », *Condition humaine/Conditions politiques*, 1, <http://revues.mshparisnord.fr/chcp/index.php?id=115> [accès le 17/04/2025].
- Codaccioni, Vanessa, 2024a, « Garder à vue les Gilets jaunes. Stratégies policiaro-judiciaires et résistances politiques », in Quentin Ravelli, Johanna Siméant-Germanos, Loïc Bonin, Pauline Liochon (dir.), *Les gilets jaunes. Une révolte inclassable*, Paris, Rue d'Ulm, p. 145-158.
- Codaccioni Vanessa, 2024b, « Les violences "anti-flics" : gestion étatique et (dé) légitimation. Le cas des Gilets jaunes », *Politix*, 145, p. 29-59.

- Collectif d'enquête sur les Gilets jaunes, Bedock Camille, Bendali Zakaria, Bernard de Raymond Antoine, Beurrier Anne-Gaëlle, Blavier Pierre, Bonin Loïc, Courty Amaïa, Della Sudda Magali, Delozière Gauthier, Dondeyne Christèle, Elalaoui Charif, Flipo Fabrice, Frémont Camille, Gaborit Maxime, Girardin Antonin, Grémion Théo, Guillemain Pierre, Havard Métilde, Ivanovic Mila, Larrouqué Damien, Levain Alix, Liochon Pauline, Neyrat Frédéric, Ormiere-Noblet Lucas, Pauchard Laura, Pigot François, Reungoat Emmanuelle, Schnatterer Tinette, Spéter Lejeune Ludwig, Soulié Floriane, Alfieri Valeria, Walker Étienne, 2019, « Enquêter in situ par questionnaire sur une mobilisation. Une étude sur les gilets jaunes », *Revue française de science politique*, 69 (5), p. 869-892.
- Collectif d'enquête, Blavier Pierre, Baciocchi Stéphane, Le Méner Erwan, Bidet Alexandra, Boutet Manuel, Champenois Lucie, Gayet-Viaud Carole, Akturk Busra, Auvert Laura, Aymard Camille, Bass Lilas, Boda Chayma, Borrell Alexandre, Bourdais Julien, Brondex Louise, Chave Frédérique, Chenet Marie, Dubois Brienne, Doduik Nicolas, Dupreelle Lucille, Gasnier Camille, Ginsburger Maël, Guénée Lorraine, Guiraud Clarisse, Lafuente Oriane, Macchi Odile, Mak Ariane, Marissal Amélie, Ollitrault Chloé, Palet Léa, Pavie Alice, Petitier Jacques, Pigounides Vassily, Pivot Manon, Pruvost Geneviève, Rapin Paco, Rivière Camille, Tasset Cyprien, Thore Anna, Tomas Vincent, 2017, « Déclassement sectoriel et rassemblement public. Éléments de sociographie de Nuit Debout place de la République », *Revue française de science politique*, 67 (4), p. 675-693.
- Collectif (dir.), 2019a, *Plein le dos. 365 gilets jaunes, novembre 2018-octobre 2019*, Le Mas-d'Azil, Les Éditions du Bout de la ville.
- Collectif, 2019b, *Gilets jaunes : un assaut contre la société*, Rouen, Lundimatinpapier.
- Collectif, 2020, *Gilets Jaunes, jacquerie ou révolution*, Montreuil, Le Temps des Cerises.
- Collovald Annie, Mathieu Lilian, 2009, « Mobilisations improbables et apprentissage d'un répertoire syndical », *Politix*, 86, p. 119-143.
- Converse Philip E., 2006, « The nature of belief systems in mass publics (1964) », *Critical Review*, 18 (1-3), p. 1-74.
- Coquard Benoît, 2018, « Qui sont et que veulent les "gilets jaunes" ? », *Contretemps*, <https://www.contretemps.eu/sociologie-gilets-jaunes/> (accès le 17/04/2025).
- Darras Éric, 2020, « Du rassemblement de tuning au rond-point des Gilets jaunes. Politisations pratiques dans le monde de l'art automobile populaire », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 235, p. 12-31.
- Della Sudda Magali, Guionnet Christine, 2021, « Chapitre 15. Nuit Debout, Gilets jaunes : quoi de neuf à l'horizon des mouvements sociaux ? », in Thomas Frinault, Christian Le Bart, Érik Neveu, *Nouvelle sociologie politique de la France*, Paris, Armand Colin, p. 203-214.
- Déloye Yves, Haegel Florence, 2019, « La politisation : du mot à l'écheveau conceptuel », *Politix*, 127, p. 59-83.

- Déloye Yves, Haroche Claudine (dir.), 2006, *Le sentiment d'humiliation*, Paris, In press.
- Deluermoz Quentin, Gobille Boris, 2015, « Protagonisme et crises politiques. Individus "ordinaires" et politisations "extraordinaires" », *Politix*, 112, p. 9-29.
- Devaux Jean-Baptiste, Lang Marion, Lévêque Antoine, Parnet Christophe, Thomas Valentin, 2019, « La banlieue jaune : enquête sur les recompositions d'un mouvement », *La Vie des Idées*, 30 avril 2019, <https://laviedesidees.fr/La-banlieue-jaune> (accès le 14/04/2025).
- Devaux Jean-Baptiste, Lang Marion, Lévêque Antoine, Parnet Christophe, Thomas Valentin, 2022, « From the roundabout to the city center: women's activist careers and socio-spatial division of activist labor in the Yellow Vest movement », *French Politics*, 20 (3-4), p. 346-365.
- Dormagen Jean-Yves, Michel Laura, Reungoat Emmanuelle, 2022, « United in diversity. Understanding what unites and what divides the Yellow Vests », *French Politics*, 20 (3-4), p. 444-478.
- Dormoy-Rajramanan Christelle, Gobille Boris, Neveu Erik, 2018, *Mai 68 par celles et ceux qui l'ont vécu*, Ivry-sur-Seine, Éditions de l'Atelier.
- Dufresne David, 2019, *Dernière sommation*, Paris, Grasset.
- Farbiaz Patrick (dir.), 2019, *Les Gilets jaunes. Documents et textes*, Vulaines-sur-Seine, Éditions du Croquant.
- Fillieule Olivier, 2001, « Propositions pour une analyse processuelle de l'engagement individuel. Post scriptum », *Revue française de science politique*, 51 (1), p. 199-215.
- Fillieule Olivier, Hayat Samuel, Monchatre Sylvie, 2020, « Trois regards sur le mouvement des "Gilets jaunes" », *La Nouvelle Revue du Travail*, 17, <http://journals.openedition.org/nrt/7377> (accès le 17/04/2025).
- Fillieule Olivier, Jobard Fabien, 2020, *Politiques du désordre. La police des manifestations en France*, Paris, Seuil.
- Gaxie Daniel, 1978, *Le cens caché : inégalités culturelles et ségrégation politique*, Paris, Seuil.
- Goujon Alexandra, Shukan Ioulia, 2015, « Sortir de l'anonymat en situation révolutionnaire. Maidan et le citoyen ordinaire en Ukraine (hiver 2013-2014) », *Politix*, 112, p. 33-57.
- Guerra Tristan, Alexandre Chloé, Gonthier Frédéric, 2019, « Populist Attitudes among the French Yellow Vests », *Populism*, 3 (1), p. 1-12.
- Guionnet Christine, Wieviorka Michel (dir.), 2021, *Nuit Debout : des citoyens en quête de réinvention démocratique*, Rennes, Presses universitaires de Rennes.
- Hayat Samuel, 2022, « Unrepresentative Claims: Speaking for Oneself in a Social Movement », *American Political Science Review*, 116 (3), p. 1038-1050.
- Hmed Choukri, Jeanpierre Laurent, 2016, « Révolutions et crises politiques au Maghreb et au Machrek », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 211-212, p. 4-23.

- Hoggart Richard, 1970, *La culture du pauvre*, Paris, Éditions de Minuit.
- Huët Romain, 2019, *Le vertige de l'émeute : de la Zad aux Gilets jaunes*, Paris, Presses universitaires de France.
- Hugrée Cédric, Penissat Étienne, Spire Alexis, 2017, *Les classes sociales en Europe. Tableau des nouvelles inégalités sur le vieux continent*, Marseille, Agone.
- Jeanpierre Laurent, 2019, *In Girum. Les leçons politiques des ronds-points*, Paris, La Découverte.
- Johsua Florence, 2024, « Le traitement judiciaire du mouvement des Gilets jaunes », in Quentin Ravelli, Johanna Siméant-Germanos, Loïc Bonin, Pauline Liochon (dir.), *Les gilets jaunes. Une révolte inclassable*, Paris, Rue d'Ulm, p. 159-168.
- Juris Jeffrey S., 2012, « Reflections on #Occupy Everywhere: Social media, public space, and emerging logics of aggregation: Reflections on #Occupy Everywhere », *American Ethnologist*, 39 (2), p. 259-279.
- Lagroye Jacques (dir.), 2003, *La politisation*, Paris, Belin.
- Le Bart Christian, 2020, *Petite sociologie des gilets jaunes : la contestation en mode post-institutionnel*, Rennes, Presses universitaires de Rennes.
- Lechien Marie-Hélène, Siblot Yasmine, 2019, « "Eux/nous/ils" ? Sociabilités et contacts sociaux en milieu populaire », *Sociologie*, 10 (1), p. 1-15.
- Legris Samuel, 2022, « La conscience sociale des Gilets jaunes : étude sociologique de représentations en lutte », *Mots*, 129, p. 125-145.
- Levain Alix, Dondeyne Christèle, 2021, « La place est-elle prise ? Contribution des Gilets jaunes aux luttes socio-environnementales locales », *Écologie et politique*, 62, p. 67-82.
- Masclat Olivier (dir.), 2020, *Être comme tout le monde. Employées et ouvriers dans la France contemporaine*, Paris, Raisons d'agir.
- Mathieu Lilian, 2001, *Mobilisations de prostituées*, Paris, Belin.
- Mathieu Lilian, 2007, « Les mobilisations improbables : pour une approche contextuelle et compréhensive », in Stéphane Cadiou, Stéphanie Dechezelles, Antoine Roger (dir.), *Passer à l'action. Les mobilisations émergentes*, Paris, L'Harmattan.
- Maurer Sophie, Pierru Emmanuel, 2001, « Le mouvement des chômeurs de l'hiver 1997-1998. Retour sur un "miracle social" », *Revue française de science politique*, 51 (3), p. 371-407.
- McAdam Doug, 1986, « Recruitment to High-Risk Activism: The Case of Freedom Summer », *American Journal of Sociology*, 92 (1), p. 64-90.
- McAdam Doug, 2012, *Freedom summer. Lutttes pour les droits civiques, Mississippi 1964*, Marseille, Agone.
- Michels Robert, 2015, *Sociologie du parti dans la démocratie moderne : enquête sur les tendances oligarchiques de la vie des groupes*, Paris, Gallimard.

- Nez Héloïse, 2017, « La politisation par l'occupation. Pratiques quotidiennes et trajectoires d'“empowerment” dans un squat madrilène », *Politix*, 117, p. 63-89.
- Nez Héloïse, 2022, *Démocratie réelle. L'héritage des Indignés espagnols*, Vulaines-sur-Seine, Éditions du Croquant.
- Noiriel Gérard, 2019, *Les gilets jaunes à la lumière de l'histoire*, La Tour d'Aigues, Le Monde/Éditions de l'Aube.
- Péchu Cécile, 2006, *Droit au logement : genèse et sociologie d'une mobilisation*, Paris, Dalloz.
- Pierru Emmanuel, 2009, « Militants par conscience », in *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Paris, Presses de Sciences Po, p. 357-364.
- Poupin Perrine, 2019, « “On est plus chaud ! Plus chaud ! Plus chaud qu'le lacrymo !” L'expérience des violences policières dans le mouvement des Gilets jaunes », *Sociologie et sociétés*, 51 (12), p. 177-200.
- Ravelli Quentin, Bendali Zakaria, Bonin Loïc, Gaborit Maxime, Grémion Théo, Ivanovic Mila, Liochon Pauline, Toth Naomi, 2020, « Le Gilet et le Marteau. L'Assemblée des assemblées organise l'aile gauche des ronds-points », *Mouvements*, 101, p. 13-24.
- Ravelli Quentin, Siméant-Germanos Johanna, Bonin Loïc, Liochon Pauline (dir.), 2024, *Les gilets jaunes. Une révolte inclassable*, Paris, Rue d'Ulm.
- Reungoat Emmanuelle, Buton François, Jouhanneau Cécile, 2022, « Becoming political while avoiding politics: a study of Yellow Vests first-timers », *French Politics*, 20 (3-4), p. 395-419.
- Rubert Aldo, 2023, « “Nous à la campagne, l'écologie, on la connaît”. Contestations et appropriations des injonctions environnementales par des Gilets jaunes ruraux », *Politix*, 144, p. 67-97.
- Sawicki Frédéric, Siméant Johanna, 2009, « Décloisonner la sociologie de l'engagement militant. Note critique sur quelques tendances récentes des travaux français », *Sociologie du travail*, 51 (1), p. 97-125.
- Schwartz Olivier, 2009, « Vivons-nous encore dans une société de classes ? Trois remarques sur la société française contemporaine », *La Vie des Idées*, 22 septembre 2009, <https://laviedesidees.fr/Vivons-nous-encore-dans-une> (accès le 17/04/2025).
- Schwartz Olivier, 2011a, « Peut-on parler des classes populaires ? », *La Vie des Idées*, 13 septembre 2011, <https://laviedesidees.fr/Peut-on-parler-des-classes> (accès le 17/04/2025).
- Schwartz Olivier, 2011b, « La pénétration de la “culture psychologique de masse” dans un groupe populaire. Paroles de conducteurs de bus », *Sociologie*, 2 (4), p. 345-361.
- Siméant Johanna, 1998, *La cause des sans-papiers*, Paris, Presses de Science po.
- Smaoui Sélim, 2017, *Faites place. Novices en lutte*, Paris, Textuel.

- Spire Alexis, 2016, « État des lieux. Les policy feedbacks et le rapport ordinaire à l'État », *Gouvernement et action publique*, 5 (4), p. 141-156.
- Taibo Carlos, 2013, « The Spanish "indignados": A movement with two souls », *European Urban and Regional Studies*, 20 (1), p. 155-158.
- Tarragoni Federico, 2015, *L'énigme révolutionnaire*, Paris, les Prairies ordinaires.
- Walker Étienne, Blavier Pierre, 2022, « Shedding light on the yellow vests movement through its spatial dimension, from the gathering places to the origins of the participants », *French Politics*, 20 (3-4), p. 318-345.

Abstract—Yellow Vest protesters as protagonists: When ordinary citizens enter politics

When the Yellow Vest protest movement broke out in France, some first-time protesters—without prior experience of political engagement and often quite distant from politics—became protagonists of a political crisis, feeling empowered to publicly pass judgment on politics. This protagonism went hand in hand with politicization, in the dual sense of socialization into specialized politics and a transformation of their conceptions of the social world. Because these individuals perceive themselves as equally entitled to speak as citizens, those we interviewed expressed strong distrust of political representatives (whether politicians, trade unions, or spokespersons) and claimed to speak for the people, the “ordinary” against the “big and powerful,” but also against the state. Yellow Vests thus developed relatively sophisticated judgments of its “right hand”—law enforcement—and its “left hand”—the failing welfare state.

Keywords: Yellow Vests, Protagonism, Politicization, First-time engagement, Participation, Protestation.

François Buton, politiste, est directeur de recherche au CNRS (Triangle, UMR 5206) et enseignant à l'ENS de Lyon. Ses travaux ont principalement porté sur la socio-histoire de l'État, les politiques de surveillance épidémiologique, les rapports ordinaires au politique et les mouvements protestataires à travers le cas des Gilets jaunes ; il développe aussi des recherches sur les engagements intellectuels des médecins. Il a récemment dirigé *En déplacement. Le passage des frontières professionnelles en question* (ENS Éditions, 2024), *Idées reçues sur les Gilets jaunes. Un marqueur des luttes sociales contemporaines* (Le Cavalier Bleu Éditions, 2024, avec Emmanuelle Reungoat), *Devenir des Gilets jaunes* (Le Croquant, 2025, avec Emmanuelle Reungoat, Sylvain Bordiec, Christèle Dondeyne et Étienne Walker), et *Les métamorphoses de la politisation* (PUF, 2025, avec Éric Agrikoliansky).

Emmanuelle Reungoat est politiste, maîtresse de conférences à l'Université de Montpellier et chercheuse au CEPEL (UMR 5112). Elle a travaillé sur les conflits et les mutations des systèmes et rapports au politique liés à la construction européenne (*Enquête sur les opposants à l'Europe. À droite et à gauche, leur impact d'hier à aujourd'hui*, Le Bord de l'eau, 2019). Depuis plusieurs années, ses recherches portent sur l'engagement, les rapports au politique et la politisation au sein des mouvements protestataires. Ses travaux sur la mobilisation des Gilets jaunes ont été publiés dans la *Revue française de science politique* (2019) et *Écologie et politique* (2021). Elle a dirigé avec Magali Della Sudda le numéro spécial « Understanding the French Yellow Vests movement through the lens of mixed methods » de *French Politics*, vol. 20 (3-4), 2022 ; avec François Buton, *Idées reçues sur les Gilets jaunes. Un marqueur des luttes sociales contemporaines*, Le Cavalier bleu, 2024 ; et avec François Buton, Sylvain Bordiec, Cécile Dondeyne et Étienne Walker, *Devenir des Gilets jaunes*, Le Croquant, 2025.

Cécile Jouhanneau est maîtresse de conférences en science politique à l'Université de Montpellier Paul-Valéry et chercheuse dans l'UMR 5281 ART-Dev. Ses recherches portent sur la vie politique et sociale dans la Bosnie-Herzégovine en sortie de guerre. Depuis octobre 2019, elle participe également à des recherches collectives sur la politisation des Gilets jaunes et explore ainsi les rapports ordinaires à la politique dans une perspective de sociologie politique comparée. Elle a notamment publié, avec François Buton et Emmanuelle Reungoat, « Becoming political while avoiding politics. A study of Yellow Vests first timers », *French Politics*, vol. 20 (3-4), p. 395-419 et « Les Gilets jaunes ne comprennent rien à la politique », in Emmanuelle Reungoat et François Buton (dir.), *Idées reçues sur les Gilets jaunes : un marqueur des luttes sociales contemporaines*, Le Cavalier Bleu Éditions, 2024, p. 147-153.

Mots-clés : Gilets jaunes, Protagonisme, Politisation, Primo-engagement, Participation, Protestation.